

En septembre 2000, la directive cadre sur l'eau a été adoptée par le Parlement et le Conseil européens. Harmonisant les directives existantes, le nouveau texte définit un cadre général pour la protection et l'amélioration de tous les milieux aquatiques. Il prévoit, après avoir réalisé un état des lieux d'ici fin 2004, l'élaboration d'un plan de gestion du district hydrographique, intégré dans le SDAGE qui doit être révisé avant fin 2009. L'objectif général visé avec la mise en œuvre du SDAGE révisé est l'atteinte du bon état pour tous les milieux d'ici 2015.

Des annexes géographiques pour accompagner l'état des lieux

Pour construire l'état des lieux de la directive dans le district Rhône et Côtiers méditerranéens, la méthode retenue a été de faire appel à l'expertise locale et à la contribution des acteurs socioprofessionnels. Au cours du dernier semestre 2003, des réunions à l'échelle des bassins versants ont été organisées avec les techniciens et experts locaux afin de réaliser un travail technique permettant de recueillir des informations détaillées sur l'ensemble des masses d'eau du district. Ces contributions, disponibles sur le site Internet du réseau de bassin ( <http://rdb.eaurmc.fr> ), ont été exploitées pour établir une synthèse à l'échelle du district pour la réalisation de l'avant projet d'état des lieux.

Afin de valoriser la richesse de l'information recueillie, cet avant projet d'état des lieux est accompagné par des annexes géographiques qui permettent de présenter plus en détail les données recueillies.

Ainsi, cette annexe géographique est un **document de travail et d'étape** réalisé dans le cadre de l'élaboration de l'état des lieux du district. Les données présentées seront consolidées au cours du dernier semestre 2004 pour finaliser l'état des lieux du district (travail prévu sur les masses d'eau du Rhône pour exemple pour valider les diagnostics sur les masses d'eau). L'échelle des territoires dits "SDAGE-DCE" a été retenue pour cette présentation. Elle a vocation à servir de document-ressource aux acteurs de l'eau concerné par ce territoire.

Une approche du district par territoire SDAGE-DCE

L'analyse économique tenant une place importante dans la mise en oeuvre de la Directive, un découpage du district en territoires géographiques cohérents et pertinents à partir de critères appropriés s'est avéré nécessaire pour faciliter les futures analyses économiques et résoudre autant que possible les contraintes soulevées par une analyse strictement limitée à l'échelle de la masse d'eau. 17 territoires SDAGE/DCE ont ainsi été identifiés dans le district pour définir des espaces géographiques présentant un fort degré d'homogénéité dans le domaine de l'activité humaine et de l'occupation de l'espace par rapport à leur relation avec la ressource en eau.

La carte ci-dessous permet de localiser les territoire SDAGE-DCE par rapport aux territoires des commissions géographiques.

